

NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES SIX MOIS

TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2019

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Gestion intégrée des risques.....	6
F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	8
Déclaration de responsabilité de la direction.....	9
État de la situation financière.....	10
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	11
État de la variation des actifs financiers nets.....	12
État des flux de trésorerie.....	13
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	14

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES SIX MOIS TERMINÉS LE 30 SEPTEMBRE 2019

Les résultats financiers pour la période de six mois se terminant le 30 septembre 2019 ont résulté en un excédent de 34,7 millions de dollars. Le surplus s'explique principalement par des différences temporelles quant à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires y compris un montant de 24,1 millions représentant la différence entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles, une indemnité de 6,4 millions comptabilisée dans autres revenus au premier trimestre, reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire sous réserve d'un examen de la conception, ainsi qu'un gain de 4,8 millions relatif à un transfert de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail. Les revenus récurrents et les dépenses d'exploitation récurrentes sont légèrement supérieurs au budget. Les investissements en immobilisations sont plus bas que prévus.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont augmenté de 10,2 millions de dollars, ou 48,1 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. L'analyse de l'écart favorable est décrite ci-dessous :

- Autres revenus de 6,4 millions pour une compensation reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire;
- Le gain sur la cession d'immobilisations corporelles a considérablement augmenté de 4,7 millions pour atteindre 4,8 millions, en raison du gain de 4,8 millions relatif à un transfert de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail.
- Les opérations de location et servitudes ont augmenté de 0,4 million, ou 3,3 p. 100 pour atteindre 12,7 millions;
- Les revenus d'intérêts ont augmenté de 0,7 million, ou 58,5 p. 100 pour atteindre 1,9 million;
- Les frais d'accès aux usagers ont augmenté de 0,1 million, ou 2,8 p. 100 pour atteindre 1,9 million;
- Les commandites monétaires ont augmenté de 0,1 million, ou 55,9 p. 100 pour atteindre 0,2 million;

Partiellement contrebalancé par :

- La baisse de la sous-location du siège social de 0,2 million, ou 19,3 p. 100 pour atteindre 1,0 million;
- Les autres revenus ont diminués de 1,9 million, ou 72,5 p. 100 pour atteindre 0,7 million, principalement en raison d'une compensation de 2,1 millions reçue de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un terrain transféré à la CCN, entièrement comptabilisée au cours du premier trimestre de 2018-2019.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 4,1 millions de dollars, ou 6,3 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection a augmenté de 3,8 millions, ou 8,5 p. 100, pour atteindre 49,0 millions. L'augmentation est principalement due à des projets non-récurrents financés par le budget de 2018, incluant les efforts de restauration de l'argile du frêne (1,7 millions), l'augmentation des frais de réparations et d'entretien notamment en raison des inondations du printemps 2019 (1,0 million) ainsi que l'augmentation des études de gestion d'actifs;
- Les services internes ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 1,8 p. 100, pour atteindre 16,9 millions;
- Planification à long terme a diminué de 0,1 million, ou 3,8 p. 100, pour atteindre 2,1 millions.

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 17,1 millions de dollars, ou 31,5 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison du financement additionnel provenant du budget de 2018 pour appuyer des travaux de réparation et d'entretien essentiels au portefeuille d'immobilisations de la CCN. Les résultats en fonction des principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants :

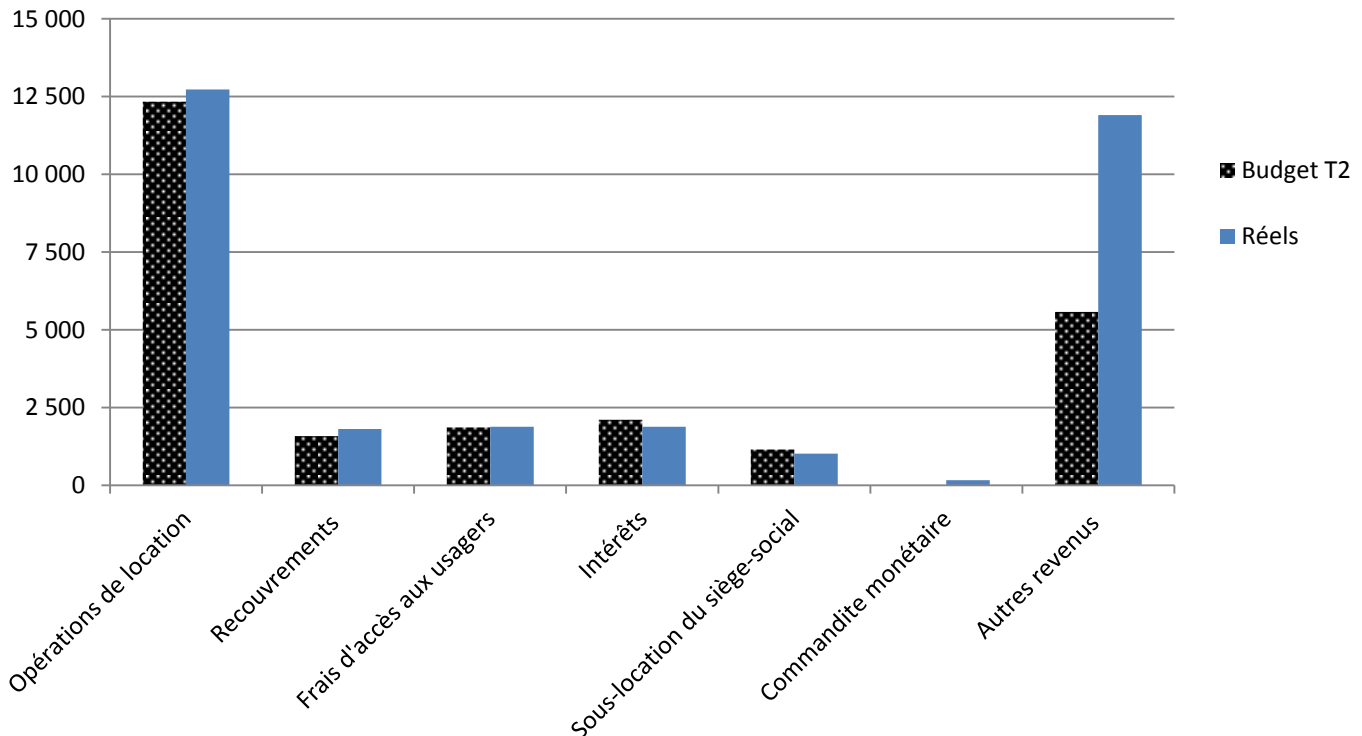
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont augmenté de 4,6 millions, ou 13,9 p. 100, pour atteindre 37,5 millions;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 12,5 millions, ou 58,7 p. 100, pour atteindre 33,8 millions.

B. Analyse budgétaire

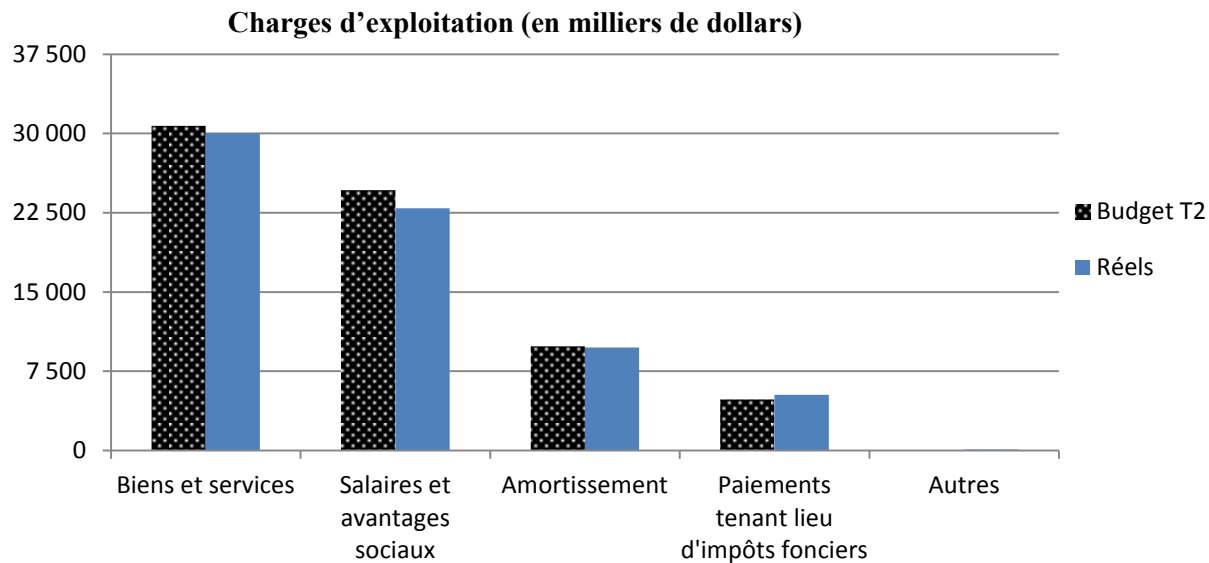
Le budget des revenus pour l'exercice 2019-2020 comprend des éléments non-récurrents tels qu'un gain relatif au transfert de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail, des recouvrements et contributions liées à différents projets et commémorations, représentant 12,0 millions de dollars comptabilisés à la fin du premier trimestre, soit 103,9 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 19,4 millions ou 52,9 p. 100 du budget annuel au 30 septembre 2019.

Le graphique suivant fournit les détails des revenus du deuxième trimestre de 31,4 millions comparativement au budget de 24,6 millions. L'excédent des autres revenus est dû à la compensation non planifiée reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire sous réserve d'un examen de la conception; les revenus d'intérêts et la sous-location du siège social sont légèrement inférieurs au budget, tandis que les opérations de location, les recouvrements, les frais d'accès aux usagers et les commandites monétaires sont légèrement plus élevés que budget, principalement en raison de différences temporaires et d'éléments non récurrents qui devraient se résorber d'ici la fin de l'année.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation de 68,0 millions comparativement au budget de 70,1 millions. L'écart favorable est principalement attribuable aux économies de salaires de 1,7 million comparée au budget en raison des postes vacants, ainsi que au calendrier des dépenses tels que : les délais dans les dépenses en biens et services relatifs à la construction d'un monument commémoratif et aux projets en fonctionnement financés par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 71,3 millions de dollars, ou 52,4 p. 100 de son financement annuel en appropriations prévu pour la période terminée le 30 septembre 2019. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision d'ici mars 2020
Crédits pour les charges d'exploitation	73 810	37 516	50.8%	-	36 294
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	73 810	37 516	50.8%	-	36 294
Crédits pour les immobilisations corporelles	62 453	33 822	54.2%	-	28 631
Demande de report	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	62 453	33 822	54.2%	-	28 631
Total	136 263	71 338	52.4%	-	64 925

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 septembre 2019 (note 8).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019 (en milliers de dollars)	Réels
Routes et ponts	11 243
Propriétés historiques	7 113
Propriétés locatives	1 038
Mise en valeur de propriétés	-
Actifs verts	3 904
Autres projets Principalement les frais de gestion de projets	3 710
Équipements	501
Acquisitions de bien-fonds Provenant de fonds ségrégués du Fonds d'acquisition et d'aliénation	266
Total réels T.2 2019-2020	27 775
Total réels T.2 2018-2019	12 203
Variance	15 572
Budget 2019-2020	78 823
% atteint	35%
% engagé	94%

E. Gestion intégrée des risques

La CCN utilise un cadre intégré de gestion pour identifier, gérer et atténuer ses risques. Elle applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise est intégrée au cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir le profil de risque. Cet exercice aide à déterminer les principaux risques d'entreprise et les mesures visant à les contrer pour la période de planification. Ces principaux risques d'entreprise et opérationnels sont suivis de près tout au long de l'exercice, et on rend compte des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation au conseil d'administration tous les trimestres.

La CCN cherche en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions, en vue de prendre les mesures qui s'imposent pour appliquer les stratégies d'atténuation nécessaires et demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2019-2020 à 2023-2024, la CCN a identifié trois grandes catégories de risques d'entreprise : la capacité; la réputation et l'influence; la sécurité.

Capacité

Les risques liés à la capacité concernent l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour être résiliente face à un milieu opérationnel en évolution et pour réaliser ses activités et gérer ses biens efficacement.

À l'avenir, la CCN continuera de collaborer avec le gouvernement dans le but de cibler des solutions de financement durables à long terme pour s'assurer que ses actifs demeurent sécuritaires et résilients et que les générations actuelles et futures de visiteurs de la région de la capitale nationale puissent en profiter. Par ailleurs, la CCN saisit les occasions de tirer profit de ces derniers afin de produire des revenus en concluant des baux à long terme et d'autres transactions foncières. Elle continue de trouver des gains d'efficacité et des mesures de limitation des coûts dans ses portefeuilles de gestion du cycle de vie et de gestion de projets. De son côté, le conseil d'administration de la CCN a établi un comité spécial sur la viabilité financière pour soutenir ces efforts.

La CCN a fait des capacités en matière de ressources humaines l'une de ses priorités pour la présente période de planification, notamment en incluant des éléments du risque à cet égard. Elle continue de se concentrer sur l'élaboration de stratégies visant à attirer, à gérer et à conserver une main-d'œuvre talentueuse et d'optimiser ses processus opérationnels. Ces stratégies constituent la plus grande partie des initiatives liées à la priorité 6, qui vise à atténuer ce risque en faisant de la CCN un employeur de choix dans la région de la capitale nationale.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence concernent l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à pouvoir influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus.

Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et elle les sensibilise au bénéfice qu'elle procure à la région de la capitale. Un nouveau plan de communication intégrée, fondé sur une approche proactive des communications pour mobiliser les partenaires et mieux faire connaître les politiques et les processus liés à ses rôles en matière de réglementation, permettra d'actualiser la stratégie de mobilisation du public de la CCN. En outre, la CCN participe activement à de nombreux projets qui jouissent d'une grande visibilité dans la région de la capitale nationale dans le cadre desquels elle collabore avec les municipalités et consulte d'autres intervenants importants à propos d'initiatives de planification.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité concernent la détérioration de l'état des actifs de la CCN due au report de l'entretien ou au niveau de priorité insuffisant accordé aux activités d'entretien et de renouvellement, ce qui pourrait engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ces risques ont aussi été mentionnés dans le rapport de l'examen spécial du BVG de 2017.

Les mesures d'atténuation des risques consistent à poursuivre les travaux sur des actifs qui doivent absolument être réparés, à les remettre en bon état selon les fonds reçus dans le budget de 2018, à examiner les plans de gestion à long terme des actifs et à formuler des recommandations sur la stratégie de portefeuilles, de même qu'à mettre en œuvre une stratégie d'établissement des coûts et d'aliénation de terrains qui ne font pas partie de la MTIN. En particulier, cela comprend l'inspection régulière des terrains et des actifs, ainsi que la mise en place de plans, de politiques et de procédures de sécurité et leur utilisation dans le cadre des activités quotidiennes de la CCN. La CCN conçoit également des options concernant les terrains qui ne font pas partie de la MTIN afin de générer des revenus.

F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans (de 2018-2019 à 2019-2020) pour permettre des travaux de réparation et d'entretien essentiels aux actifs du portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN. L'attribution de ces fonds permettra à la société d'État de commencer à s'occuper des besoins d'entretien d'actifs prioritaires, s'assurant ainsi que ceux-ci ne causent pas de problèmes de santé ou de sécurité.

Aucun autre changement important n'est survenu lors des trois mois se terminant le 30 septembre 2019 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.

États financiers non audités

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,

Le Vice-président, Services généraux et
Chef des services financiers,



Tobi Nussbaum



Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 21 novembre 2019

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

30 septembre 2019 31 mars 2019

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	136 724	75 336
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	67 585	79 907
Créances	6 089	11 301
Placements (note 3)	29 503	29 357
	239 901	195 901

PASSIFS

Créditeurs et charges à payer	34 543	18 633
Train léger sur rail (note 4)	56 130	73 437
Provision pour nettoyage environnemental	65 481	65 354
Revenus reportés (note 5)	47 179	18 610
Avantages sociaux futurs	9 311	9 598
Autres passifs	11 122	10 463
	223 766	196 095

ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

16 135 **(194)**

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations corporelles (note 6)	678 630	660 564
Frais payés d'avance	3 788	3 494
Autres actifs non financiers	5 171	5 189
	687 589	669 247

EXCÉDENT ACCUMULÉ

703 724 **669 053**

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITALÉ NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
 Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	2019-2020 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
		2019	2018	2019	2018
REVENUS					
Opérations de location et servitudes	24 761	6 894	6 278	12 727	12 325
Frais d'accès aux usagers	3 445	981	901	1 880	1 829
Intérêts	4 701	1 027	626	1 878	1 185
Recouvrements	3 214	801	1 127	1 810	1 786
Sous-location du siège social	1 729	560	570	1 014	1 256
Commandites monétaires	-	-	-	159	102
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	8 812	16	-	4 800	131
Autres revenus	1 521	326	180	7 109	2 575
	48 183	10 605	9 682	31 377	21 189
CHARGES (note 7)					
Planification à long terme	6 606	1 066	1 068	2 075	2 156
Intendance et protection	93 964	25 220	22 628	49 024	45 179
Services internes	35 622	8 281	8 276	16 945	16 649
	136 192	34 567	31 972	68 044	63 984
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(88 009)	(23 962)	(22 290)	(36 667)	(42 795)
Financement du gouvernement du Canada					
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	73 810	18 884	16 935	37 516	32 924
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	62 453	18 209	14 050	33 822	21 310
	136 263	37 093	30 985	71 338	54 234
Excédent de la période	48 254	13 131	8 695	34 671	11 439
Excédent accumulé au début de la période	657 574	690 593	650 644	669 053	647 900
Excédent accumulé à la fin de la période	705 828	703 724	659 339	703 724	659 339

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)

Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	2019-2020 Budget annuel (note 2)	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
		30 septembre 2019	30 septembre 2018	30 septembre 2019	30 septembre 2018
Excédent de la période	48 254	13 131	8 695	34 671	11 439
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(73 898)	(14 454)	(20 715)	(27 991)	(25 694)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	19 740	4 874	4 787	9 741	9 568
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(8 812)	(16)	-	(4 800)	(131)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	1 072	46	60	92	957
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	9 469	16	-	4 984	481
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	(46)	(46)	(92)	(92)
	(52 429)	(9 580)	(15 914)	(18 066)	(14 911)
Variation des frais payés d'avance	-	2 665	2 218	(294)	(322)
Variation des autres actifs non financiers	177	(27)	44	18	(261)
	177	2 638	2 262	(276)	(583)
Augmentation des actifs financiers nets (dette nette)	(3 998)	6 189	(4 957)	16 329	(4 055)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de la période	(16 708)	9 946	3 387	(194)	2 485
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de la période	(20 706)	16 135	(1 570)	16 135	(1 570)

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
 Pour les six mois terminés le 30 septembre (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés le 30 septembre		Six mois terminés le 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires				
pour les charges d'exploitation	24 920	16 935	44 410	33 700
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	8 070	5 585	12 252	10 791
Rentrées de fonds provenant des autres activités	14 773	2 407	21 719	10 902
Paiements aux fournisseurs	(15 073)	(10 052)	(32 390)	(28 129)
Paiements aux employés	(12 158)	(10 405)	(24 749)	(21 867)
Intérêts reçus	893	456	1 872	1 139
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(203)	(185)	(289)	(264)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	21 222	4 741	22 825	6 272
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS				
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour				
les immobilisations corporelles	24 446	14 050	40 059	21 310
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(6 745)	(7 005)	(13 829)	(13 162)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	16	-	16	131
Déboursés pour le nettoyage environnemental	(245)	(52)	(436)	(70)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement en immobilisations	17 472	6 993	25 810	8 209
ACTIVITÉS DE PLACEMENT				
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	373	320	754	599
Rentrées de fonds pour le Fonds "Chambers Building"	9	-	18	-
Acquisition de placements	(464)	(103)	(988)	(276)
Encaissement de placements	197	-	647	-
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	115	217	431	323
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	38 809	11 951	49 066	14 804
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	165 500	122 769	155 243	119 916
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	204 309	134 720	204 309	134 720
Représentés par :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	136 724	70 146	136 724	70 146
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés	67 585	64 574	67 585	64 574
	204 309	134 720	204 309	134 720

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive à compter de 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2019.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers ainsi que les passifs. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs sont imputés aux charges par l'entremise de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour nettoyage environnemental, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2019-2020, présentées dans le *Plan d'entreprise 2019-2020 à 2023-2024*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 septembre 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 136,7 millions de dollars (75,3 millions au 31 mars 2019) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,3 p. 100 (2,1 p. 100 au 31 mars 2019).

B. PLACEMENTS

Au 30 septembre 2019, les placements de portefeuille à court terme incluent un certificat de placement garanti totalisant 10,0 millions de dollars (10,0 millions au 31 mars 2019) à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,9 p.100 et d'une durée de 12 mois (2,9 p.100 au 31 mars 2019).

Au 30 septembre 2019, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,5 millions de dollars (19,4 millions au 31 mars 2019) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,6 p. 100 (3,7 p. 100 au 31 mars 2019).

	30 septembre 2019		31 mars 2019	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	19 503	19 911	19 357	19 812
Certificat de placement garanti	10 000	10 000	10 000	10 000
	29 503	29 911	29 357	29 812

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 septembre 2019, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 57,9 millions de dollars (41,1 millions au 31 mars 2019) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

	Montant reçu	Montant retourné/transféré	Intérêts	30 septembre 2019
TLR Phase 1 - Dépôt de garantie	49 026	-	4 882	53 908
TLR Phase 1 - Dépôt d'exécution	24 500	(13 475)	1 090	12 115
TLR Phase 2 - Dépôt de la ligne Confédération	13 028	(13 093)	65	-
	86 554	(26 568)	6 037	66 023
Fonds "Chambers Building"	1 544	-	18	1 562
Total	88 098	(26 568)	6 055	67 585

A. Train léger sur rail (TLR)

La Ville d'Ottawa (la Ville) a entrepris un important projet pour remplacer le réseau actuel de service rapide par autobus par un système de train léger sur rail. Ce système touchera plusieurs propriétés de la CCN, sous réserve de modifications à la suite de la mise au point définitive du tracé.

Le tableau ci-dessus présente en détail les sommes qui ont été reçues, retournées et transférées ainsi que les intérêts nets gagnés à ce jour. Au cours de la période, des intérêts nets de 0,7 million de dollars (0,6 million en 2018) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés » et le poste de passifs « Train léger sur rail ». Les intérêts cumulatifs comptabilisés au 30 septembre 2019 étaient de 6,0 millions de dollars (5,3 millions au 31 mars 2019).

Le poste de passifs « Train léger sur rail » totalise 56,1 millions de dollars (73,4 millions au 31 mars 2019).

B. Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier avec Allied, le locataire doit contribuer un montant annuel à la CCN dont l'objectif est de financer des améliorations futures de l'immeuble au 40 rue Elgin. Les exigences de financement ont débuté le 31 octobre 2018 et se poursuivront chaque année jusqu'à la fin du bail en 2056. Ces fonds sont administrés par la CCN. Un passif connexe est comptabilisé et inclus au poste « Autres passifs ».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Revenus de location reportés	6 916	7 121
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	15 944	5 863
Autres revenus reportés	24 319	5 626
	47 179	18 610

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de trois différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,2 million de dollars (0,2 million au 30 septembre 2018) ont été constatés aux résultats.

Les revenus de servitude et permission d'occuper reportés correspondent principalement à des revenus de servitude de 7,7 millions de dollars et des permissions d'occuper de 2,9 millions de dollars provenant du TLR phase 2. Les revenus de permission d'occuper reportés seront constatés aux résultats sur une durée approximative de 5 ans alors que les revenus de servitude seront constatés sur une période de 99 ans.

Les autres revenus correspondent principalement aux crédits parlementaires d'octobre reçu en septembre pour 12,3 millions de dollars, à une contribution de la Ville d'Ottawa de 4,5 millions de dollars pour les améliorations de la promenade Sir-John-A.-Macdonald qui sera constatée selon l'achèvement des travaux, ainsi qu'une contribution d'Affaires Mondiales Canada de 3,6 millions de dollars pour la construction d'une commémoration.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	30 septembre 2019	31 mars 2019
Terrains ¹	326 605	882	184	327 303	-	-	-	-	327 303	326 605
Immeubles et infrastructures ²	808 323	26 053	8	834 368	484 054	8 788	8	492 834	341 534	324 269
Améliorations locatives	15 120	-	-	15 120	10 665	297	-	10 962	4 158	4 455
Matériel ²	20 129	1 056	56	21 129	14 894	656	56	15 494	5 635	5 235
	1 170 177	27 991	248	1 197 920	509 613	9 741	64	519 290	678 630	660 564

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2019) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 47,7 millions de dollars (20,9 millions au 31 mars 2019) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les six mois terminés le 30 septembre 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2019-2020	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	Budget annuel	2019	2018	2019	2018
	(note 2)				
Biens et services	57 880	15 217	13 262	30 018	26 022
Salaires et avantages sociaux	47 846	11 538	11 425	22 927	22 589
Amortissement	19 740	4 874	4 787	9 741	9 568
Paiements tenant lieu d'impôts fonciers	9 654	2 892	2 438	5 266	4 848
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	1 072	46	60	92	957
	136 192	34 567	31 972	68 044	63 984

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles, mais plutôt comme charges, et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 30 septembre 2019, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 0,4 million de dollars (0,2 million au 30 septembre 2018).

8. Crédits parlementaires

	Trois mois terminés le		Six mois terminés le	
	2019	2018	2019	2018
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹				
Montant reçu durant la période	24 920	16 935	43 372	32 924
Montant reçu d'un exercice précédent	-	-	180	-
Montant différé à la période suivante	(6 036)	-	(6 036)	-
	18 884	16 935	37 516	32 924
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²				
Montant reçu durant la période	24 446	14 050	40 059	21 310
Montant différé à la période suivante	(6 237)	-	(6 237)	-
	18 209	14 050	33 822	21 310
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	37 093	30 985	71 338	54 234

1. En date du 30 septembre 2019 et 2018, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2020 et 2019 totalisaient 73,8 millions et 68,1 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 septembre 2019 et 2018, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2020 et 2019 totalisaient 62,5 millions et 40,3 millions de dollars respectivement.